

ANN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 276
13 de noviembre de 1992
Managua



LE GUATEMALA SOUS LE COUP DU NOBEL

Isabel Ortiz

Managua, nov.— *“L’armée remplit sa mission, le peuple a confiance dans son armée”*. Pour le cas où les Guatémaltèques n’en serait pas convaincus, des panneaux géants placés au bord des routes le leur rappellent. Le 17 octobre, les passagers, pour la plupart indigènes, du bus qui relie la capitale à Chichicastenango apprennent par les vendeurs de journaux, dont le chiffre d’affaires augmente subitement, qu’une des leurs, Rigoberta Menchu, *“la Menchu”* comme l’appelle avec mépris un journal de droite, a reçu la veille le Prix Nobel de la paix.

Sa photo est à la une des trois quotidiens, du plus réactionnaire au plus progressiste. Un des voyageurs achète le premier journal à sa portée et me le tend : *“Alors qu’est-ce qu’ils disent?”* me demande-t-il. *“Ils disent que le monde entier, sauf le gouvernement guatémaltèque, félicite Rigoberta pour le prix Nobel et que ce prix va aider les indigènes à faire reconnaître leurs droits”*.

BRUIT DE BOTTES ET BOURRAGE DE CRANE

Ce même bus sera arrêté par l’armée quelques kilomètres plus loin, ses passagers de sexe masculin *“priés de descendre”* -aujourd’hui les militaires y mettront les formes, Nobel oblige- et fouillés, alignés contre le bus mains en l’air. Une routine pour les usagers des interurbains, qui connaissent en plus les multiples contrôles de police face auxquels la meilleure solution pour en finir vite est d’allonger un billet.

L’effet d’intimidation est assuré, avec une population soumise par ailleurs à un

incessant matraquage idéologique. La multiplication des Eglises évangéliques, arrivées tout droit des Etats-Unis et dotées de moyens matériels énormes, est un élément non négligeable du quadrillage des consciences. Utile pour contrebalancer l’influence de l’Eglise catholique qui, au Guatemala, penche du côté des opprimés. Les médias pro-gouvernementaux -les seuls qui arrivent dans certains régions-, les panneaux routiers, les pages entières achetées dans tous les journaux par le gouvernement serinent un même message: l’armée est là, dans la rue, à la poste, à la banque, sur la route, dans le village, non pas pour contrôler la population mais pour la protéger des “subversifs” qui veulent détruire le pays.

L’armée, qui comptait 17 000 hommes en 1970, en a aujourd’hui 40 000. *“La démissionarisation ne nous concerne pas, elle s’applique à des pays qui ont une grande armée, comme la sandiniste”*, argumente le ministre de la défense, Domingo Garcia. Ce nombre a encore été jugé insuffisant et les militaires sont donc secondés par les Patrouilles d’autodéfense civiles

SOMMAIRE

LE GUATEMALA SOUS LE COUP DU NOBEL

CLINTON ET L’ECHIQUIER POLITIQUE NICARAGUAYEN

UN PACIFISME SUSPECT

LE FSLN PREND POSITION

COMMENT L’AUTONOMIE EST VIOLEE SUR LA COTE ATLANTIQUE

CHATIMENT DIVIN : ÇA RECOMMENCE

LE TOROVENADO, UNE OCCASION DE ROMPRE LES REGLES
• LES CONFRERIES

LES GAMINS DE LA DECHARGE

GUATEMALA : LES ENFANTS, UN PRODUIT D’EXPORTATION

L’EGLISE LATINO-AMERICAINE FACE AUX PRESSIONS
• UN PAS EN ARRIERE, SELON GIULIO GIRARDI

EN BREF



40P11481

(PAC), recrutées de gré ou de force parmi les indigènes. L'un d'entre eux, assis à côté de moi dans le bus qui mène à Solola, en direction du lac Atitlan, me fera subir un interrogatoire en règle dans un style qui ne trompe pas, tellement différent des manières discrètes et timides des indigènes : "Native de?" "Où vivez-vous?" "Qu'y faites-vous?" "Etiez-vous au Nicaragua du temps de Somoza?" "Etiez-vous d'accord avec le gouvernement d'Ortega?" "Allez-vous écrire un article sur le Guatemala?" (coup d'oeil en biais vers mon sac à main pour y débusquer un éventuel magnétophone) "Etes-vous allée à Santiago Atitlan?" "Avez-vous su ce qui se passait ici au début des années 80, quand les terroristes faisaient sauter les ponts, minaient les routes, alors que le gouvernement essayait de remettre le pays sur pieds?" Il a bien retenu sa leçon, la même donnée la veille par le président Serrano dans les journaux à travers une "page de publicité". Apostrophant la guérilla, qui dans une de ses déclarations récentes reprenait la bannière de la résistance indigène, Serrano l'interroge: "Qu'avez-vous fait pour aider les secteurs indigènes et populaires que vous prétendez représenter? Combien d'écoles et de centres de santé avez-vous détruits et combien en avez-vous construits?". Une habile manipulation de la réalité pratiquée au quotidien, la désinformation à la rescousse de la répression, la recette classique des dictatures.

Après avoir récité son couplet, mon voisin consciencieux descend à la base militaire de Solola, dont l'entrée est ornée d'un monument gigantesque composé de deux énormes bottes militaires coiffées d'un casque kaki. Malgré l'horreur, on s'amuse du symbole : entre les bottes et le casque, il n'y a personne, l'individu a disparu. Des milliers de Guatémaltèques ont été comme mon voisin enrôlés pour surveiller, dénoncer, intimider, torturer les leurs, se reniant eux-mêmes. Le ministre de la défense justifie le développement des PAC: "On ne peut pas désarmer la population; elle a le droit de se défendre contre la cruauté dont elle a été l'objet". Comment explique-t-il alors que la population de certains villages s'arme de courage et s'oppose à la formation de nouvelles PAC sur son territoire? Cela a été le cas, quelques jours avant ces déclarations cyniques, dans le village de Santa Catarina, à quelques kilomètres de la base militaire de Solola, dans une région où la guérilla est présente.

L'EPINE DU NOBEL

Le 16 octobre et les jours suivants, les Guatémaltèques fêtent Rigoberta. Dans le Quiché, sa région natale, les indigènes lancent des fusées lumineuses, brûlent de l'encens, dansent au son des marimbas et brandissent des banderoles réclamant la fin de la répression. Les murs de la capitale voient fleurir les graffiti: "Armée assassine!" "Vive Rigoberta Menchu!" Pendant ce temps, le gouvernement, pétrifié, perd le contrôle et multiplie déclarations et contre-déclarations. D'ordinaire si à l'aise dans le mensonge de la propagande, il ne sait visiblement pas par quel bout prendre ce cadeau empoisonné. Un prix attribué devant le monde entier à une leader indigène traquée, réfugiée au Mexique, dirigeante du Comité d'unité paysanne (CUC) accusé d'être une couverture de la guérilla; la "terroriste" d'hier dont le gouvernement a refusé de soutenir la candidature au Nobel car elle est "alliée à ceux qui détruisent le pays"; celle dont

"quelqu'un" -un ambassadeur du Guatemala selon l'opposition- a fait circuler en Europe, quelques jours avant l'attribution du prix, une mystérieuse photo sur laquelle elle apparaît en armes; celle qui ne peut revenir dans son pays sous peine d'y être assassinée par l'armée comme l'a été toute sa famille. Le Nobel: une grosse épine dans le pied du président Serrano qui aime à se présenter comme l'artisan du dialogue national et qui apparaît aujourd'hui pour ce qu'il est, un pantin entre les mains de l'armée. "Le président Serrano semble céder du terrain face aux positions les plus radicales et perdre le contrôle de son propre gouvernement", constate le quotidien *Siglo XXI*.

Après avoir traité Rigoberta comme une paria, les autorités la "félicitent" du bout des lèvres pour déclarer le lendemain: "Jamais nous ne tolérerons que les mauvais Guatémaltèques viennent inciter à l'affrontement entre classes et entre ethnies". Comme si celui-ci n'existait pas depuis longtemps à cause de l'exploitation et du racisme qui sont à la base du système social au Guatemala. "Nous acceptons ce triomphe car il est celui des Guatémaltèques; Rigoberta Menchu a ses idées et elle a soutenu des groupes qui s'opposent à la démocratisation, c'est pour cela que sa situation est discutable; mais nous savons que ce prix ne bénéficiera pas aux groupes armés de la guérilla de l'URNG", affirme un représentant de l'armée. Le ministre de l'extérieur, Menendez Park, n'a pas dû recevoir les consignes à temps. Il se laisse aller et traite Rigoberta de "subversive, terroriste". Le porte-parole des Forces Armées, de même, déclare qu'elle ne mérite pas le Nobel car elle est une antipatriote et une guérillera. Mais quelques heures plus tard, contre-ordre : le ministre de la défense bafouille que "tout est question d'opinions personnelles". "Rigoberta a mûri, elle a subi une transformation au cours de toutes ces années", s'exclame, bonhomme, un représentant de droite. S'il avait écouté la lauréate, il saurait pourtant qu'elle ne se vendra pas. "Nous clamons au monde le désir des Guatémaltèques de vivre en paix, mais une paix basée sur la justice". Avec quatre jours de retard, le président Serrano doit bien se résigner à recevoir "la Menchu" et à grimacer un sourire, pour les caméras, en lui serrant la main. Le gouvernement salvadorien, solidaire des falsificateurs de l'histoire, félicite le gouvernement guatémaltèque "pour la mention honorifique reçue par une citoyenne guatémaltèque". Sans la nommer.

AVANT ET APRES LE NOBEL

Après avoir quitté son pays, Rigoberta déclare que la situation des droits de l'homme n'y a fait aucun progrès. Une preuve, s'il en faut : alors que le président Serrano s'était engagé à ce que rien ne soit fait contre les partisans de Rigoberta Menchu, l'Office des droits humains de l'archevêché du Guatemala a dénoncé l'enlèvement, le 19 octobre, de deux militantes indigènes qui collaboraient aux activités organisées en son honneur.

Mais malgré les risques, les langues se délient. Le courageux journaliste de *Siglo XXI*, Carlos Rafael Soto, écrit : "Rigoberta est l'indienne 200 000 fois assassinée sur l'altiplano, la fillette indigène violée, la petite ferme incendiée, le cadavre enterré, le mépris, la suspicion, la terreur, le dégoût manifesté à l'indien par le métis". Le 20 octobre, des milliers de Guatémaltèques,

encouragés par les circonstances, descendent dans la rue pour commémorer l'anniversaire de leur "révolution d'octobre", celui du soulèvement de jeunes officiers de l'armée contre le dictateur Ubico, en 1944. Les slogans portent plus sur l'avenir que sur le passé, exigeant la justice sociale, la fin de la répression, la participation de la société civile au dialogue national. Ils défilent dans les rues de la capitale, sans que la police intervienne, sous les bannières de l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) et celles des organisations du peuple maya. Les étudiants déposent une couronne de fleurs là où l'un des leurs a été assassiné par des forces spéciales de la police en avril dernier. L'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) affiche son optimisme : "*C'est la fin du silence et de l'indifférence; le prix Nobel est un message d'espoir pour notre peuple qui lutte et a lutté héroïquement*".

Beaucoup disent aujourd'hui que l'histoire politique du Guatemala est divisée en deux étapes : avant le Nobel et après, car le silence est brisé.

UN PETIT TERRITOIRE LIBRE

Le Quiché, "*terre des marimbas allègres, des enfants souriants, des huipils colorés*", comme le décrit Rigoberta dans son poème d'exil, est une région ravagée par la répression, la pauvreté, la marginalisation. L'évêché, avec à sa tête Monseigneur Cabrera, infatigable défenseur de la cause indigène et des droits humains, a élaboré un rapport sur les assassinats politiques : des milliers de morts, dont de nombreux prêtres. Car le Quiché est aussi une terre de résistance.

Santiago Atitlan, une des fameuses Communautés en résistance (CPR) qui ont relevé la tête face à la répression, est une petite bourgade indigène de 34 000 habitants, nichée au bord du lac et au pied du volcan. La population y a conservé ses traditions, sa langue, ses costumes brodés d'oiseaux. Les hommes pêchent, cultivent le café, le maïs, l'avocat; les femmes tissent et participent aux activités agricoles et commerciales. Une ambiance particulière y règne : ici, les gens en ont fini avec la peur. Après le massacre perpétré en 90 par l'armée contre la population civile sous prétexte que Santiago aidait la guérilla, les habitants avec à leur tête les veuves des victimes ont marché sur la caserne, un jour de décembre et ont exigé de toutes leurs forces le départ des militaires. L'armée a dû céder. "*Nous allons fêter bientôt le deuxième anniversaire de notre libération, raconte avec fierté une commerçante. Maintenant, nous sommes tranquilles; nous avons nos propres milices pour assurer notre sécurité; vous pourrez les voir la nuit dans le village; il n'y a aucune délinquance à Santiago*". Cela nous sera confirmé par tout le monde : ici, on peut aller sans crainte et parler sans crainte. Un petit territoire libre en plein Guatemala occupé par l'armée. "*Nous nous réunissons chaque mois en assemblée sur la place de l'église pour prendre les décisions qui concernent la vie de la commune; même les différends entre habitants sont résolus de cette façon car il n'y a pas de juge, à Santiago*". L'Eglise, dont plusieurs prêtres ont été assassinés au cours des dernières années, a mis ses locaux à la disposition des groupes de la communauté, tel celui des veuves, parfois très jeunes, dont

les compagnons ont été tués par l'armée et qui vendent là leur production artisanale. Le vieux joueur d'orgue de l'église, qui a dû fuir le pays dans les années 80 à cause de la répression pour revenir plus tard, donne son interprétation des événements qui ont marqué Santiago. "*Un jour, un arc-en-ciel nous est apparu et cela était un signe envoyé par Dieu pour nous faire savoir que nous devons chasser l'armée. Alors, nous sommes partis vers la caserne. Un deuxième arc-en-ciel, après le départ de l'armée, nous a fait savoir que nous avons agi justement*".

LA BRECHE DANS UN SYSTEME RACISTE

Face à l'impossibilité de dissimuler l'horreur (même les Etats-Unis, d'ordinaire peu regardants, ont dû reconnaître qu'au Guatemala, l'armée violait en permanence les droits humains), un argument est avancé par le pouvoir : la responsabilité est partagée, les crimes de l'état ont été un "mal nécessaire", les enfants assassinés dans la montagne étaient la "graine du mal". Lisons les derniers chiffres de la commission des droits humains du Guatemala (CDHG) qui a présenté son rapport préliminaire pour 92 : il y a eu, de janvier à octobre, 1 301 cas d'atteintes aux droits humains, 432 assassinats dont beaucoup avec traces de torture, 61 personnes disparues dont 26 ont été retrouvées mortes, 331 cas de détention arbitraire, 344 attentats contre la vie, 154 cas de menaces de mort.

Comment rendre le discours officiel crédible, comment justifier les 100 000 morts civils, les sacrifices exigés des plus démunis face à la richesse arrogante de la caste dominante formée de civils et de militaires, face à la corruption, aux privilèges ? Comment justifier la discrimination qui frappe les indigènes, c'est-à-dire les trois quarts de la population ? "*L'agro-industrie dépend de la main-d'oeuvre indigène qui descend chaque année des montagnes; l'armée dépend également totalement du service militaire "volontaire forcé" accompli uniquement par les indigènes; l'approvisionnement de la métropole dépend en grande partie des semailles dans l'occident du pays*", rappelle C.R. Soto dans *Siglo XXI*.

La guérilla n'aurait pas tenu 30 ans et pris corps si la population paysanne et spécialement indigène ne l'avait pas soutenue. C'est la violence structurelle de la société guatémaltèque, fondée sur la discrimination ethnique et de classe, qui est à l'origine du conflit et il devient de plus en plus difficile de le dissimuler. La situation du Salvador voisin, l'ouverture obligée d'un dialogue national au Guatemala, ne sont pas du goût des militaires, peu tentés par l'épreuve de l'épuration et la perte de leur pouvoir.

Mais la chappe de plomb qui recouvrait le Guatemala s'est fissurée le 16 octobre. La répression ne se relâchera probablement pas pour autant mais on peut prévoir que ce symbole du Nobel agira comme un levier et que demain, Santiago Atitlan ne sera plus l'exception. C'est le pari que fait l'opposition. "*Les politiques de répression systématique et d'impunité absolue commencent à se retourner contre leurs bénéficiaires*, écrit C.R. Soto. *C'est un moment de gloire pour les Guatémaltèques qui*

refusent de se plier devant le plus atroce et long régime de terreur en Amérique latine. Le réveil des peuples indigènes ébranle les fondements du système d'exploitation : la possession de la terre. Il est clair que ce système d'exploitation porte en lui depuis toujours le germe de sa destruction. Dans un pays totalement dépendant de la domination du métis sur l'indigène, nous vivons un tremblement de terre". -(ANN)

CLINTON ET L'ECHIQUIER POLITIQUE NICARAGUAYEN

Oscar René Vargas

Managua, 10 nov.— La défaite électorale du président Bush a été ressentie comme un échec par l'extrême-droite nicaraguayenne. Elle signifie en effet la perte d'un allié historique, engagé dans la politique d'élimination du sandinisme lancée en 1980 par Reagan.

Depuis la Seconde guerre mondiale, pour les différents gouvernements des Etats-Unis, le poids relatif de l'Amérique centrale était environ de 15-20 % dans leur politique extérieure et dans leurs initiatives vis-à-vis de l'Amérique latine. Avec l'arrivée de Reagan et le triomphe de la Révolution sandiniste, ce poids relatif s'est élevé à 40-50 %. Cet "intérêt" s'est manifesté pendant les huit ans du gouvernement Reagan et les quatre ans du gouvernement Bush.

La victoire de Clinton laisse l'extrême-droite nicaraguayenne orpheline ou, pour le moins, les nouveaux "parrains" n'ont pas la même philosophie de l'engagement que les anciens, avec lesquels des liens personnels s'étaient tissés depuis la formation de la contra. La tendance du gouvernement Clinton sera de ramener le poids relatif de l'Amérique centrale à son ancienne proportion, ce qui peut permettre de plus grandes facilités pour la négociation interne dans la région, soumise à moins de pressions. Mais le fait que les pressions ouvertes tendent à diminuer ne signifie pas que les Etats-Unis auront perdu tout intérêt à introduire un nouveau modèle politique, économique et social en Amérique centrale. Il faut se rappeler qu'historiquement cette région, tout comme les Caraïbes, a été considérée par les Etats-Unis comme leur Mer Méditerranée.

Le gouvernement Clinton devra se trouver des alliances dans la région pour y défendre son nouveau modèle, qu'il serait difficile de copier sur le précédent et de mener avec les anciens alliés. C'est le moment que doit saisir le gouvernement Chamorro pour élaborer une nouvelle relation avec le gouvernement des Etats-Unis. L'échiquier politique nicaraguayen pourrait être dominé par les éléments suivants:

1- La crise économique des principaux pays capitalistes, y compris aux Etats-Unis, limite leur possibilité de dispenser une forte aide internationale (qui pour le Nicaragua vient principa-

lement des Etats-Unis et de l'Europe du Nord). La tendance du gouvernement Clinton sera de respecter les engagements internationaux dans la plupart des cas mais sans augmenter la coopération. Il ne faut donc pas s'attendre à une augmentation de l'aide de la part des Etats-Unis.

2- Cette prise de distance financière de la part de Washington permettra au gouvernement Chamorro d'acquiescer une plus grande autonomie pour établir des alliances politiques internes plus stables qui pourraient lui permettre de consolider les canaux financiers existants.

3- La perte des anciens "parrains" et la recherche de nouveaux aura un effet immédiat sur le bloc parlementaire constitué autour d'Alfredo Cesar. Certains courants politiques (conservateurs et sociaux-chrétiens) pourraient estimer que le moment est venu de tisser de nouvelles alliances nationales, ce qui impliquerait un affaiblissement de l'extrême-droite sur l'échiquier politique

4- Trois forces politiques sont capables d'assurer le maintien des flux financiers pour développer le pays : le gouvernement (y compris le groupe de centre), le FSLN et les sociaux-chrétiens.

5- Le gouvernement a six mois (délai nécessaire à la nouvelle administration des Etats-Unis pour définir sa politique vis-à-vis de l'Amérique centrale) pour présenter un plan de développement, incluant le développement social, approuvé par plusieurs courants politiques et qui favorise la stabilité intérieure, la croissance économique et le maintien des montants actuels de la coopération internationale. -(ANN/Barricada)

UN PACIFISME SUSPECT

Dans un communiqué de l'état-major lu par le général Ortega à la fin du mois d'octobre (voir bulletin 275), l'Armée populaire sandiniste (EPS) affirmait être garante de la stabilité, de la paix et d'un climat favorable aux investissements. C'était, pour les adversaires du général, un bon prétexte pour accuser l'armée d'avoir pris le gouvernement en otage et de menacer les pouvoirs civils.

Alors que l'on avait pu se demander si ce communiqué avait reçu l'aval du gouvernement, le général Ortega a contredit la présidente en annonçant, dans la conférence de presse qui a suivi sa lecture du communiqué, qu'il resterait à son poste de chef des armées jusqu'en 97, sous le prétexte implicite que la modernisation de l'armée devait se faire sous sa conduite. Violeta Chamorro lui a répondu qu'il fallait attendre la réforme de la loi de l'armée pour fixer la durée de cette charge. Les adversaires de droite du général, qui en majorité s'opposent aussi à la présidente, ont jeté les hauts cris comme on pouvait s'y attendre. Beaucoup de sandinistes sont également mécontents des intentions du général, qui alimentent la propagande de la droite. Selon celle-ci, le Nicaragua ne devrait pas avoir d'armée car elle

passé toujours sous la domination d'un seul homme et échappe au contrôle civil. C'est la thèse que défend le Mouvement civiliste, un groupe de pression formé de personnalités ultraconservatrices qui prêche un antimilitarisme et un pacifisme très suspects. Luis Humberto Guzman, figure de l'UNO, a exposé cette thèse dans un ouvrage récent, *"Hommes politiques en uniforme: bilan du pouvoir de l'EPS"*. Il y compare cette dernière avec la Garde nationale de Somoza, montrant que ces deux armées ont obéi à des intérêts de parti dans le premier cas et de famille dans le second. Le journaliste sandiniste Onofre Guevarra, dans une critique de l'ouvrage de L. H. Guzman, estime que cette vision "personnaliste" évite l'analyse du caractère de classe de la question militaire.

O. Guevarra signale également que les membres du Mouvement civiliste -entre autres le grand seigneur du journal *La Prensa* Pablo Antonio Cuadra et l'inventeur du "dollar nicaraguayen" Francisco Mayorga- n'ont pas la réputation d'avoir été pacifistes, antimilitaristes et civilistes face à l'armée contra ou ceux qui la finançaient. On peut ajouter qu'ils n'ont pas davantage taxé de personnalisme le Directoire de la contra qui était pourtant un clan de la CIA fonctionnant sans le moindre contrôle d'un pouvoir civil élu. Il serait également vain de se demander s'ils ont fait preuve de "courage civil" face à la Garde de Somoza. C'est pourquoi le vrai problème pour ces ultraconservateurs n'est ni le personnalisme ni l'existence d'une armée mais plutôt, comme le signale O. Guevarra, l'orientation de classe de l'armée.

L'ARMÉE D'UNE FRACTION

L. H. Guzman critique le fait que l'armée défend les intérêts d'une fraction. De fait, l'état-major définit explicitement dans son communiqué le groupe qui, selon lui, devrait jouer le premier rôle dans la politique nicaraguayenne. *"La classe moyenne est appelée à jouer un rôle important dans le Nicaragua d'aujourd'hui et de demain"*. En même temps, l'armée sent qu'elle a un engagement avec cette fraction de la bourgeoisie qui occupe actuellement les fonctions décisives dans l'appareil d'Etat. Le récent communiqué de l'armée est un engagement envers un secteur des propriétaires, ceux qui aspirent à une modernisation capitaliste des moyens de production mais se disent sensibles aux *"graves problèmes économiques et sociaux qui frappent principalement les travailleurs, les chômeurs et la classe moyenne"*. L'EPS inclut ce secteur, qui n'est pas clairement organisé, dans le concept élastique et à la mode de *"société civile"*. Mais, dans la pratique, des contradictions apparaissent dans son comportement.

Le communiqué de l'état-major identifie au somozisme l'autre secteur de la bourgeoisie et l'oligarchie, désignés comme appartenant aux *"forces exploiteuses et vendues"* qui ont dominé le pays pendant plus d'un siècle et qui *"aujourd'hui tentent de récupérer ce qu'elles ont volé au Nicaragua"*. Il constate que les élections de 90 représentent l'échec des plans contre-révolutionnaires. Aujourd'hui, l'EPS est une force de l'ordre dont le propos est de défendre les acquis contre la *"réaction"* dans la mesure où ceux-ci sont légalement institutionnalisés. C'est pourquoi elle remplit des fonctions policières, comme dans d'autres pays latino-américains, énumérées dans le communiqué : la lutte contre des groupes armés vandales qui s'en

prennent à la population et affectent l'activité économique, la lutte contre le vol de troupeaux, l'aide à la police contre la délinquance et les manifestations qui débordent le cadre de la loi et, enfin, la protection de la propriété.

LE CHANT DES SIRENES

Depuis 87, avec la nouvelle constitution, l'EPS n'a plus de lien avec le FSLN et est devenue une institution de l'Etat qui obéit à ses intérêts. Sa direction s'identifie subjectivement à la bourgeoisie "moderne" et à la classe moyenne tandis qu'elle se présente devant la société comme une force de l'ordre constitutionnelle et formellement neutre. Le pacifisme et l'antimilitarisme des ultraconservateurs est en fait une expression de la lutte de la bourgeoisie oligarchique et d'extrême-droite contre la bourgeoisie "moderne" et contre la concurrence politique que lui fait la classe moyenne, qui voit dans l'EPS "son" armée. L'argument selon lequel la suppression de l'armée éviterait des sacrifices matériels aux citoyens par l'élimination du budget militaire (à peine 43 millions de dollars) est une tromperie intentionnelle. La population perdrait beaucoup plus de sa propriété collective et individuelle car, dans un pays démilitarisé de cette façon, on assisterait à la restauration de l'organisation militaire et du régime de propriété pré-révolutionnaire. Il est vrai que l'EPS ne peut empêcher seule cette restauration, car elle ne peut ni ne veut jouer son rôle de force de l'ordre en faveur d'une solution révolutionnaire des contradictions sociales. De plus, si on la compare avec d'autres armées latino-américaines, sa conduite est encore exceptionnelle en ce qui concerne la répression. C'est un fait que le Front national des travailleurs, qui regroupe des centrales syndicales sandinistes, s'est solidarisé avec elle et le général Ortega malgré l'intervention de l'armée contre des manifestations. Il ne fait aucun doute que sans l'armée et face à un grand nombre de corps paramilitaires privés, la lutte des organisations sociales contre la restauration somoziste serait beaucoup plus difficile. Les facteurs qui pèsent en faveur de l'existence de l'EPS ne sont pas exclusivement liés à la personne d'Ortega, même s'il a voulu démontrer son pouvoir aux dépens de l'institution. -(ANN)

LE FSLN PREND POSITION

Managua, 13 nov.— La direction nationale du FSLN a publié le 10 novembre un communiqué dans lequel, après un bilan rapide de la situation du pays, elle demande au gouvernement de prendre en compte les propositions économiques faites par l'Assemblée sandiniste en juillet dernier, sans quoi il va perdre définitivement sa crédibilité et devra s'attendre à de fortes réactions de la part des secteurs affectés par la crise.

Selon le FSLN, la crise, au lieu de s'atténuer comme le gouvernement l'avait promis après avoir pris des mesures pour contrôler l'inflation, restreindre le crédit et diminuer le déficit fiscal, est de plus en plus aiguë et les résultats économiques sont

négatifs : chute du PIB, des exportations, de l'activité agricole, peu d'investissements publics et pas d'investissement privé. De plus, "des groupes économiques qui ont grandi à l'ombre du somozisme tentent de récupérer les propriétés et les privilèges qu'ils avaient auparavant, d'imposer la concentration de la terre et du capital et enfin de reprendre le pouvoir politique". Le FSLN s'oppose résolument à la restitution ou à l'indemnisation des biens confisqués à la famille Somoza et à ses complices. Il s'oppose également à ce que certaines confiscations soient compensées par des actions sur les services publics (PTT, eau, électricité), car ce serait les "remettre aux mains d'un groupe minoritaire de la droite récalcitrante capable de refuser ces services aux secteurs défavorisés".

Cette prise de position est intervenue au moment où le Front national des travailleurs a décidé de lancer des actions pour l'emploi, mais aussi deux jours avant une rencontre entre le FSLN et le gouvernement, qui a qualifié de "populistes" les positions sandinistes. Une première réunion de plus de sept heures, le 12, n'a donné aucun résultat. "Les deux parties sont d'accord sur la nécessité d'augmenter la production et de combattre le chômage, mais divergent sur la façon dont on peut y parvenir", commente le journal *Barricada*. Le dialogue continuera la semaine prochaine et portera sur la propriété, la privatisation et la politique économique. -(ANN)

COMMENT L'AUTONOMIE EST VIOLEE SUR LA COTE ATLANTIQUE

Managua, 5 nov.— Le Centre pour l'unité de la Côte atlantique (CUC) a présenté au Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH) un rapport sur la situation dans la Région autonome atlantique nord, où l'exercice de l'autonomie est menacé et les droits humains bafoués.

"Le gouvernement central viole la loi d'autonomie en prenant des décisions unilatérales concernant la Côte, négligeant les autorités régionales élues. Il a attribué à la région un budget annuel de 400 000 dollars qui ne permet d'assurer ni les services sociaux élémentaires ni la reconstruction des communautés détruites par la guerre, sans parler de relance économique.

PENURIE ET VIDE DE POUVOIR

Parmi les problèmes que connaît la région, nous signalons :

- l'attribution d'un budget rachitique à la Santé; l'épuisement des réserves de médicaments de base; l'augmentation de la mortalité infantile des suites de maladies parasitaires et respiratoires
- les coupes budgétaires dans l'éducation qui entraînent les suppressions de postes; la détérioration de l'infrastructure et le manque de matériel bilingue; le manque d'écoles (il faudrait en construire 107 et en reconstruire 35; 35 communa-

tés sont complètement privées d'enseignement; cette année, 1 200 enfants en âge scolaire ne vont pas à l'école)

- les concessions de pêche industrielle accordées par le gouvernement central, sans consulter nos gouvernements autonomes ainsi que la loi le prévoit
- la réduction de 60 % du budget de l'Institut des ressources naturelles (IRENA), entraînant entre autres l'abandon d'un projet de reforestation de plus de 187 000 hectares.

Il y a dans la Région atlantique nord un vide de pouvoir produit par la lutte, alimentée par des intérêts étrangers à ceux de la Côte, entre le gouvernement élu et un autre imposé par le gouvernement central, l'Institut national de développement de la région Atlantique (INDERA). Ce dernier a été créé illégalement afin de piller les richesses de la région et il usurpe les fonctions du Conseil Régional autonome. Pas plus l'INDERA que le gouvernement régional n'ont mené un seul projet économique qui réponde aux besoins de la population. Le Conseil régional autonome a élaboré des projets de loi concernant la délimitation territoriale et la réglementation de la loi sur l'usufruit des ressources naturelles. Mais ils sont retenus par le président de l'Assemblée nationale ou le gouvernement central qui nient de cette façon l'existence d'un gouvernement autonome.

Le ministère de l'éducation ne reconnaît pas le gouvernement autonome et ne l'associe pas à ses démarches et décisions. L'Institut national de la pêche (INPESCA) attribue des licences de pêche sans en référer aux gouvernements autonomes régionaux et s'approprie plus de 800 000 dollars mensuels grâce aux ressources côtières. L'IRENA, sans consulter les autorités régionales, a chargé le services des forêts de Matagalpa de la gestion des trois mines de la région Atlantique, prétextant la création d'une réserve écologique d'observation de l'environnement.

LES MINES A L'ABANDON

La plus ancienne des trois villes minières, Siuna, est victime de la surexploitation de sa population et de ses ressources en métaux précieux. 85 % de la population est atteinte de silicose et la même proportion de la population active est au chômage. La ville est pratiquement isolée à cause de la détérioration des voies d'accès.

Les crimes et attaques à main armée sont devenus une routine. Le trafic et la consommation de drogue sont en augmentation constante dans la zone des mines (qui comprend Siuna, Bonanza et Rosita); la cocaïne est débarquée à l'aéroport de Rosita en grande quantité et la marijuana est cultivée dans la réserve forestière de Bonanza, les cultures étant gardées par des hommes en armes.

L'orpaillage est un débouché économique pour certains mais le travail est extrêmement artisanal, faute d'équipement. Cette activité occupe environ 5 000 personnes qui auraient besoin

d'assistance technique. La région souffre du manque d'électricité, de communication téléphonique et d'accès aux médias nationaux. Les langues indigènes reculent faute d'enseignement. La vie culturelle est en régression car rien n'incite la population à organiser ses fêtes traditionnelles. -(ANN/Bulletin du CENIDH)

CHATIMENT DIVIN : ÇA CONTINUE

Managua, 9 nov.— Les Nicaraguayens ont failli être privés de l'adaptation télévisée du roman de Sergio Ramirez, *Castigo Divino* (Châtiment divin). L'ancien vice-président y raconte un fait réel, l'assassinat, dans les années 30, de deux membres d'une même famille bourgeoise de León et l'accusation portée contre un exilé guatémaltèque dont la culpabilité n'a pu être véritablement établie. La parution de ce livre en 1989 avait ravivé les passions dans la ville provinciale, partagée de nouveau entre le clan des partisans d'Oliverio Castañeda et celui de ses ennemis. Cette fois-ci, c'est la famille des victimes qui a tout fait pour empêcher la diffusion de *Castigo Divino*. Si l'on dit qu'il s'agit des Gurdian, la famille qui domine entre autres la culture de la banane, cela explique bien des choses.

Oliverio Castañeda était un avocat guatémaltèque poursuivi par la dictature d'Ubico. Installé à León avec sa jeune épouse, il y fait la connaissance de la famille Gurdian, dont il devient conseiller juridique et ami intime. Bientôt, sa femme meurt de "fièvres pernicieuses", une forme aiguë du paludisme, puis c'est le tour de la fille aînée des Gurdian et enfin du père, Enrique Gurdian. Cette série de morts est alors imputée à O. Castañeda, accusé d'avoir voulu, par des empoisonnements successifs, faciliter son mariage avec la seconde fille qui lui aurait permis d'hériter de la fortune familiale. La bourgeoisie est pressée de le voir condamné à mort, car il était de notoriété publique qu'il entretenait des relations amoureuses simultanées avec l'épouse de Gurdian et ses deux filles. Le petit peuple de León, au contraire, ne croyait pas à sa culpabilité. Quant au juge Fiallos, il refuse pour des raisons religieuses de lui appliquer la peine de mort. Qu'à cela ne tienne: après une tentative d'évasion montée de toutes pièces, on lui applique la fameuse "loi de fugue", c'est-à-dire qu'il est immédiatement exécuté. Somoza n'avait rien à refuser à la bourgeoisie de León.

La deuxième chaîne de la télévision ayant annoncé la diffusion d'une dramatique colombienne tirée du roman, Ramiro Gurdian et Verona Gurdian ont tout fait pour l'empêcher par la menace d'un procès mais surtout à travers des pressions économiques, comme le retrait de la publicité. Verona Gurdian, gérante de Ranx Xerox, est l'unique descendante directe de cette branche des Gurdian. Quant à Ramiro Gurdian, c'est un parent de la famille mais aussi le petit-fils d'un personnage ayant joué un rôle peu sympathique, le chef de la Garde chargé de tuer Castañeda. En réalité, tout recommence comme lors du procès. O. Castañeda, séducteur au charme incontestable, "a violé l'enceinte sacrée de la bourgeoisie de León", comme le disait

Sergio Ramirez dans un entretien accordé à l'ANN (voir bulletin 123, 20 sept. 1989). Il y a introduit le désordre du désir auquel les femmes de la famille ont succombé. Mais, comme l'explique la revue *Gente*, cette histoire de sexe est aussi une histoire d'argent. Enrique Gurdian, qui contrôlait, entre autres, la Compagnie des eaux de León, a embauché O. Castañeda pour "justifier juridiquement face au Conseil municipal les pratiques troubles qui lui permettaient d'augmenter les tarifs". C'est pourquoi l'affaire Castañeda avait pris à l'époque l'aspect d'un affrontement de classes, le peuple ne s'étant pas trompé sur l'attitude de la bourgeoisie qui voulait supprimer un témoin gênant de sa double morale. Aujourd'hui, l'oligarchie a tenté d'imposer une censure pour empêcher qu'on évoque l'origine de sa fortune tout autant que ses moeurs sexuelles. Une vraie république bananière, c'est le cas de le dire. -(ANN)

LE TOROVENADO, UNE OCCASION DE ROMPRE LES REGLES

Managua, nov.— Dès le vendredi soir commence le rituel attaché au *Torovenado*, une fête héritée de l'époque préhispanique et qui continue à attirer chaque année à la fin du mois d'octobre tous les habitants de Masaya.

C'est en effet le vendredi soir que le Grand Majordome assiste à l'installation du mât et à la distribution d'aliments à base de maïs. Aidé des membres de la Confrérie, il sert aussi l'alcool de maïs, la *cususa*. Le lever du soleil est salué par la musique des *chicheros*, ces orchestres populaires où la marimba figure en bonne place. Le dimanche matin, les femmes de la Confrérie de la Cuisine iront chercher chez lui le Grand Majordome, enlèveront sa chemise et le revêtiront de la *cotona* traditionnelle des indigènes. Puis elles sortiront avec lui pour participer, derrière la statue de Saint Jérôme, à la procession où ils retrouveront le *titante*, gardien des paroles sacrées qui prononcera le serment solennel adressé au saint. Le moment sera alors venu pour le Grand Majordome d'ouvrir la fête du *Torovenado* en buvant de l'alcool dans une calebasse. C'est ainsi que débute le *Grand Torovenado du peuple*, célébré en octobre, et le *Torovenado del Malinche*, célébré en novembre.

Le mot *Torovenado* est composé de "toro", le taureau symbole de la force et représentant le soleil, et "venado", le cerf, animal magique des Indiens représentant la lune. C'est un temps pour rompre toutes les règles, un carnaval rappelant celui du Moyen Age européen, mais semblable surtout à tous les carnivals préhispaniques que les nations indigènes continuent à célébrer, aussi bien en Amérique centrale que chez les descendants des Incas. Selon le chroniqueur Oviedo, il s'agissait de fêtes marquées par les danses, les masques, les banquets, les soirées et "toutes sortes d'actes malhonnêtes et contre nature". Rien ou presque n'a changé: les masques sont là, souvent pour ridiculiser le pouvoir, ainsi que la musique, la danse et la transgression.

Le *Torovenado* est la fête de Saint Jérôme, un intellectuel de l'élite vaticane dont le culte a remplacé après la Conquête celui

du dieu indigène Xochil Pilli, seigneur des fleurs, de la danse et de la poésie. Dans la cosmogonie indienne, il est en relation avec la déesse du maïs, Cinteoul. C'est peut-être pour cela que le *Torovenado* se réfère à la récolte du maïs et qu'on y trouve les banquets rituels de plats à base de maïs (tamales, nacatamales, indio viejo, atol...). Cette distribution de nourriture correspond pour certains à l'antique coutume indigène de partager le capital accumulé au cours de l'année, car celui qui gardait sa richesse pour lui perdait ses droits politiques dans la communauté.

Mais Xochil Pilli était aussi dieu de l'amour et du plaisir, des relations illicites. La fête d'action de grâces pour la récolte du maïs sacré devient un espace pour l'inversion de l'ordre établi où presque tout est permis. Un des traits essentiels est que les hommes s'habillent en femme. Certains spécialistes, se fondant sur la similitude du *Torovenado* avec les fêtes de Oaxaca, au Mexique, pensent que les hommes rompent les règles en revêtant les habits du pouvoir, détenu par les femmes dans beaucoup de cultures précolombiennes.

Enfin, Xochil Pilli était le protecteur des sorciers et guérisseurs, qui lui rendaient un culte en promenant son effigie entourée d'une montagne de fleurs, d'épis de maïs et de palmes, tout comme aujourd'hui on promène la statue de Saint Jérôme, "le saint qui soigne sans médicament". Les gens ont gardé la coutume immémoriale de prendre ces fleurs après la procession car ils pensent qu'elles ont des propriétés curatives.

Ce n'est pas par hasard que cette tradition se soit conservée presque intacte à Masaya, où vit une importante communauté indigène, les Monimbos. Elle représente un des rares vestiges d'une culture qu'on a voulu anéantir mais qui a su s'exprimer en cachette au sein des structures imposées par les envahisseurs. L'Indien a la vie dure. -(ANN/Gente)

LES GAMINS DE LA DÉCHARGE

Hélène Roux

Managua, nov.— Les enfants travailleurs sont de plus en plus nombreux et leurs conditions de vie de plus en plus mauvaises. Mais parmi eux, les plus défavorisés sont sans doute ceux qui travaillent dans la décharge municipale d'Acahualinca, un quartier de Managua situé près du lac. Hélène Roux a rencontré pour l'ANN Norman Garcia, un éducateur du Centre Deux générations qui a mis en place un programme spécial destiné à offrir une chance aux gamins de la décharge.

Hélène Roux: Pouvez-vous nous expliquer quel est votre projet?

Norman Garcia: Avant de parler du projet, j'aimerais expliquer l'histoire de ce quartier. Acahualinca a toujours été un quartier très marginalisé. Il a été fondé à la fin des années 40 par des gens qui, majoritairement, venaient de la campagne et n'ont pas trouvé d'autre endroit pour construire leurs maisons. Ils se sont installés près du lac car à cette époque la terre ici n'était pas mauvaise. Ils cultivaient et élevaient des animaux. Puis la municipalité a décidé de construire la décharge municipale. Plus la capitale a grandi, plus la qualité de la vie de ces gens s'est dégradée, à cause de la contamination. Avec l'augmentation de la pauvreté et de l'exode rural, les gens ont commencé à fouiller dans la décharge pour y trouver un moyen d'existence; par exemple, ils récupéraient de vieilles chaises qu'ils réparaient et revendaient. Aujourd'hui, ils cherchent les vieux métaux et le plastique, mais aussi de la nourriture pour leurs animaux et parfois pour eux-mêmes. Les abattoirs sont proches de la dé-

LES CONFRÉRIES

La fête du Torovenado serait impossible sans l'existence des Confréries, dont chacune se charge d'un travail : arranger l'église, cuisiner, organiser les danses, s'occuper de la statue de Saint Jérôme. Les Confréries étaient en Espagne une forme d'organisation utilisée par l'Eglise pour lutter contre la Réforme. En Amérique, où elles ont été instaurées après la Conquête, l'Eglise a favorisé l'entrée de la noblesse indienne dans les Confréries afin d'aider à l'évangélisation. La noblesse et le peuple ont accepté d'y participer car ils voyaient là un accord minimum avec les colonisateurs qui pouvait leur permettre de garder un peu de pouvoir. Du XVème au XIXème siècle, les saints n'appartenaient pas aux églises mais aux communautés indigènes, qui les

sortaient en procession lors de leur fête. Mais chacun représentait en réalité une divinité indigène dont il recevait les attributs. Au milieu du XXème siècle, l'Eglise a décidé de reprendre les saints, ôtant ainsi l'administration du pouvoir spirituel aux dirigeants des communautés indigènes. D'où la tradition de "voler le saint" dans l'Eglise avant la procession. A Masaya, les indigènes de Monimbo "volent le saint" avant de célébrer la fête du Torovenado, qui est particulière à leur communauté. Pendant la dictature, il est souvent arrivé que le curé ou l'évêque demande l'intervention de la Garde somoziste pour empêcher qu'ils ne prennent la statue de saint Jérôme ou pour les châtier s'ils y étaient parvenus.

A Masaya, il y a deux fêtes du Torovenado. La plus ancienne est le Torovenado del Malinche, qui avait toujours été considérée par la classe moyenne comme une manifestation irrévérencieuse et obscène. C'est pourquoi on a cherché le moyen de la remplacer par une activité équivalente mais qui corresponde aux valeurs de la petite bourgeoisie. C'est ainsi qu'est né, dans les années soixante, le Grand Torovenado du Peuple, avec chars, groupes allégoriques et jeunes filles candidates à l'élection de la Reine de la fête. Mais il semble que la vraie tradition n'ait pu être complètement éteinte puisque pendant des années, c'est un homme habillé en femme et d'une beauté surprenante qui a été élu. -(ANN/Gente)

charge. Au début, cette activité était le fait des adultes. Maintenant, ce sont des familles entières avec leurs enfants.

Le Centre Deux générations a décidé de mener une enquête pour connaître le nombre (note) et les conditions de vie des enfants travaillant dans la décharge, la situation de leur famille, le degré de dénutrition qu'ils présentent, les problèmes d'éducation et de santé. Cette enquête, menée de septembre à novembre 1991, a permis de faire un diagnostic. Sur le plan socio-économique, il s'agit de familles nombreuses présentant un bas niveau scolaire, pas ou peu de qualification professionnelle, connaissant le chômage à presque 100 %. Du côté des enfants, l'enquête révèle 60 % d'analphabétisme, des retards scolaires énormes et un fort taux de désertion scolaire. Alors que la diarrhée est la maladie infantile la plus fréquente dans le pays, ces enfants semblent être immunisés et souffrent surtout d'affections de la peau et de problèmes respiratoires liés à la contamination du milieu. Nous avons laissé de côté la question de la drogue tout comme celle de la sexualité, car il était trop tôt pour enquêter sur ces thèmes. Le diagnostic obtenu nous a permis de définir les actions que nous allions mener. Nous avons commencé à sensibiliser les familles afin qu'elles permettent à leurs enfants de s'intégrer à notre programme. Il faut préciser qu'au début, nous avons rencontré des résistances car nous sommes étrangers au quartier. Compte tenu du niveau actuel de violence et d'agression sexuelle, les gens ont eu la réaction saine de vouloir protéger leurs enfants. Mais quand ils ont vu que nous proposons des activités de loisirs, éducatives, culturelles et sportives, ils sont venus aux réunions que nous organisons pour favoriser la participation de tous. En effet, dès que nous avons commencé l'enquête, nous avons voulu que les gens participent, à commencer par les leaders religieux, le personnel enseignant, les dirigeants de la communauté. Maintenant, nous allons lancer l'alphabetisation, proposer un soutien scolaire et une remise à niveau à ceux qui sont en retard. Nous travaillons aussi avec les instituteurs et les parents, surtout les mères qui la plupart du temps sont chefs de famille. Il s'agit d'une activité éducative sur des thèmes qu'ils proposent eux-mêmes, comme la sexualité, les mauvais traitements infligés aux enfants, les relations familiales ou les droits des enfants. Nous utilisons des méthodes actives d'analyse et de formation pour améliorer les relations au sein des foyers. Les résultats sont positifs mais les conditions sont difficiles. Par exemple, les enfants souffrent de malnutrition, ils n'ont ni la taille ni le poids qui correspondent à leur âge. D'ailleurs, l'Ecole de médecine et l'université sont en train d'envisager des mesures concrètes pour lutter contre la dénutrition. Les évangélistes offrent de la nourriture à 300 enfants mais c'est une goutte d'eau car le quartier compte 8 000 enfants de moins de 15 ans pour une population totale de 14 000 personnes.

HR: Quels problèmes rencontrez-vous?

NG: Nous avons des problèmes pour intégrer certains enfants. Je pense à l'un d'entre eux, venant d'une famille très nombreuse et très pauvre, ayant des frères qui se droguent à la colle. Nous n'avons pas réussi à l'intégrer. Un autre est parti de chez lui et vit chez un intermédiaire, c'est-à-dire un homme qui achète ce que les autres trouvent dans la décharge. Il fait travailler plusieurs enfants à qui il rachète les produits à très bas prix. Comme

ces intermédiaires sont des gens très agressifs, nous essayons de voir comment intervenir sans que les enfants soient battus ou blessés. C'est un milieu très violent... L'enfant court également le risque que personne ne lui achète ce qu'il trouve dans la décharge. L'autre problème est que les enfants ont peu de temps, entre la décharge et l'école pour certains, ou, pour les autres, la décharge et une autre activité hors du quartier, comme surveiller les voitures sur les parkings. Ils se déplacent sans arrêt, ils sont dispersés et cela empêche de mener un travail systématique et suivi. Nous sommes obligés de faire des visites à domicile pour les rassembler quand nous faisons des activités collectives. Enfin, maintenant, la mairie a décidé d'interdire l'entrée de la décharge alors que c'est là que nous réalisons la plus grande partie de notre travail. Nous avons pourtant expliqué notre projet, qui a pour but que les enfants reçoivent une formation leur permettant d'avoir un travail plus digne et moins dangereux. Il faut dire qu'il nous est arrivé de faire entrer des visiteurs dans la décharge, par exemple les représentants d'organismes à qui l'on avait demandé un financement et qui voulaient connaître la réalité sur le terrain, ou bien des journalistes que nous voulions sensibiliser. Parfois, les gens prenaient des photos. Il semble que la mairie veuille cacher cette réalité. Cela fait un mois que nous ne pouvons plus entrer. Or, certaines familles vivent sur la décharge et nous avons besoin de leur rendre visite.

HR: Avez-vous déjà des résultats?

NG: Aucune enquête, aucun diagnostic n'avaient été faits. Au moins, maintenant, nous avons des données rigoureuses permettant de faire connaître la réalité d'un secteur de l'enfance qui vit dans des conditions infrahumaines. Avec l'augmentation de la pauvreté et l'ajustement économique néo-libéral, ce secteur s'agrandit. Nous avons réussi également à faire participer la population à l'enquête; même les adultes travaillant dans la décharge ont compris l'importance de notre travail et nous ont aidés. L'enquête a été faite non pas à partir du point de vue des chercheurs mais du point de vue des intéressés, des acteurs. Nous avons eu une action réelle sur les familles et nous suivons les mineurs pour les aider à sortir de leur marginalité. Nous sommes parvenus à ce que les enseignants, qui pourtant ont des conditions de travail très difficiles, donnent à ces enfants une attention spéciale sur le plan pédagogique et psychologique. Seuls, nous n'aurions rien pu faire. Nous sommes même parvenus à ce que certains parents autorisent leurs filles à s'intégrer à notre programme. Il faut signaler la très faible participation des filles dans tous les projets de cette sorte. Il est vrai qu'elles sont moins nombreuses que les garçons dans la décharge, car on leur assigne plutôt les tâches domestiques.

Cela fait peu de temps que nous avons commencé et nous pensons avoir de meilleurs résultats à moyen terme, car, autre réussite, nous avons obtenu un financement pour deux ans. -(ANN)

Note : Ils étaient 150 en novembre. En février 92, ils étaient environ 200. Cette augmentation s'explique par le fait que les enfants sont progressivement déplacés par les adultes au chômage dans les activités informelles, comme surveiller les voitures dans les parkings. Ils passent alors au secteur marginal (décharge, prostitution, vol, mendicité).

GUATEMALA : LES ENFANTS, UN PRODUIT D'EXPORTATION

Managua, nov.— Les exportations sont depuis longtemps le soutien de l'économie guatémaltèque. Les aléas du marché international déterminent ce qui doit être commercialisé et à quel prix. Depuis une quinzaine d'années, les enfants guatémaltèques sont un des produits très demandés sur le marché.

La pauvreté, l'ignorance en matière de planification des naissances, une législation peu regardante et le cynisme ont permis que l'offre se développe et qu'aujourd'hui, un nombre croissant d'enfants soient envoyés à l'étranger pour y être adoptés. Il est indéniable que pour un enfant, retrouver une famille qui lui offre ce dont il a besoin vaut mieux que résider dans une institution sans ressources. Mais cela peut-il justifier les trafics juteux qui entourent le processus des adoptions au Guatemala? De plus, qui garantit que l'enfant s'adaptera à sa nouvelle famille et n'aboutira pas dans une institution étrangère, comme le cas s'est produit récemment en Italie?

Une proposition de loi a été faite, il y a six ans, visant à remplacer le mécanisme qui régit les adoptions. Le député Mario Taracena, auteur de ce projet de loi, commente la situation actuelle : *"Si le Guatemala est connu pour ce trafic, c'est parce que les papiers y sont faciles à obtenir. Avec un peu d'argent, on peut acheter un médecin qui fera un faux certificat d'accouchement, une assistante sociale qui donnera des garanties concernant une famille qu'elle ne connaît pas, un juge qui préparera une sentence en un instant. On sait qu'auprès des services de migration, on peut acheter un passeport. Chacune des démarches nécessaires pour une adoption se paie, c'est un commerce. Quelle est la différence entre les adoptions qui se font en un mois et celles qui durent deux ou trois ans? La corruption, bien sûr!"*

On dit qu'une adoption se paie entre 10 000 et 50 000 dollars, selon les parents adoptifs, le notaire, les circonstances. Le système est tellement corrompu qu'il arrive des choses incroyables : *"Une femme a eu par exemple 30 enfants en deux ans et demi. C'est juridiquement possible au Guatemala!"* constate le député M. Taracena. La législation actuelle permet deux types d'adoption: à travers la justice et par l'intermédiaire d'un notaire. Dans le second cas, le notaire peut tout faire lui-même sans passer par une autre instance. C'est le système qui favorise le plus la corruption. Pourtant, aucun notaire n'a jamais été inculpé, car les délits de vol et de trafic d'enfant n'existent pas au Guatemala.

Les institutions liées d'une manière ou d'une autre au processus d'adoption manquent de données chiffrées qui permettraient d'évaluer l'ampleur du phénomène. Dans les tribunaux pour enfants, par exemple, il n'y a aucune statistique concernant les enfants abandonnés pour être adoptés. Un fonctionnaire parle d'environ 120 cas par an, mais ce pourrait être beaucoup plus. Certains, pour justifier leur manque de collaboration, allèguent que tel renseignement ne peut être livré à la justice, se prévalant

d'inhabituels scrupules concernant les droits constitutionnels des mineurs, comme si les statistiques livraient des données confidentielles. *"Au fil des années, on a créé un système qui empêche de connaître le moindre chiffre concernant les adoptions actuelles au Guatemala,"* dit M. Taracena. C'est une des caractéristiques de la société guatémaltèque que l'absence de chiffres pour aider à connaître les dimensions d'un problème. Une négligence qui permet de dissimuler les responsabilités quand des vies sont en jeu.

Le projet de loi présenté il y a six ans par M. Taracena prévoit entre autres mesures que toutes les adoptions passent par un juge et qu'il existe une institution qui centralise les renseignements sur les enfants adoptés. Le contrôle devrait être d'ordre juridique et gouvernemental et celui qui veut adopter s'adresserait à une seule et même instance, judiciaire ou gouvernementale. Le député demande également que les photos des enfants adoptables soient publiées dans les journaux *"car les vols d'enfants continueront si les journaux n'en parlent pas"*.

Mais ce projet de loi est *"au congélateur"*, selon le député, car il a été présenté à une commission *"dont tous les membres sont notaires ou avocats"*, donc concernés de près. Le manque d'intérêt pour le problème que manifestent le gouvernement et l'ensemble des députés contribue à perpétuer la situation. - (ANN/Prensa libre, Guatemala)

L'EGLISE LATINO-AMERICAINE FACE AUX PRESSIONS

Washington Uranga, de Saint-Domingue

Une nouvelle page dans l'histoire de l'Eglise catholique latino-américaine a été tournée à Saint-Domingue avec la IV^{ème} Conférence de l'épiscopat qui a réuni 250 évêques de la région du 12 au 28 octobre. Ils ont ratifié l'option pour les pauvres et l'Eglise latino-américaine a affirmé son identité face à la pression centralisatrice croissante du Vatican.

Entre les conciles de Medellin (1968) et de Puebla (1979), de nombreuses luttes internes se sont menées dans l'Eglise, au rythme des conflits sociaux qui traversaient la société latino-américaine. Cette période a correspondu à l'application de la doctrine de sécurité nationale, avec la répression qu'elle a entraînée, en même temps qu'aux progrès des guérillas et des mouvements révolutionnaires de libération.

POUR L'EGLISE DE BASE

Les années qui ont suivi ont été marquées par le développement du mouvement de base dans l'Eglise catholique avec en particulier les Communautés ecclésiales de base, par le "martyre" de

nombreux membres de l'Eglise assassinés pour leur engagement chrétien. On a assisté simultanément à un progrès des positions du Vatican qui approfondit son discours social et fait d'immenses efforts de centralisation afin de restreindre la marge d'autonomie de l'Eglise latino-américaine, la plus nombreuse du monde. Ce dernier fait a pu être noté en particulier à travers le contrôle de la production théologique et la tentative de transformer l'Eglise par la nomination d'évêques conservateurs.

Malgré ces pressions, l'option pour les pauvres a été ratifiée automatiquement à Saint-Domingue. De nouveaux thèmes ont été inscrits à l'ordre du jour tels que la critique du néolibéralisme ou la nécessité de transformer les démocraties formelles en démocraties réelles. La pauvreté a été désignée comme un symptôme structurel de la relation Nord-Sud.

ECHEC DE LA "ROMANISATION"

Si la rencontre de Puebla, il y a onze ans, s'était caractérisée par l'affrontement des positions, celle de Saint Domingue a été marquée par la recherche du consensus, de l'équilibre. Mais le Vatican a prétendu imposer ses points de vue. Une querelle sordide s'est engagée sur la thématique à l'ordre du jour, entraînant des protestations contre l'autoritarisme de Rome. Les évêques latino-américains ont affirmé leur autonomie vis-à-vis du Vatican et ont mis des limites, méthodologiques et thématiques, aux pressions de ceux qui voulaient "romaniser" l'expérience de l'Eglise latino-américaine en vidant son discours de ses contenus originaux. "Nous ne pouvons contredire l'expérience quotidienne vécue dans nos propres diocèses et cela, entre autres raisons, car nous devons rendre des comptes au peuple", a signalé un des participants.

Les hommes du Vatican sont toutefois parvenus à ce qu'une certaine perspective théologique et une vision conciliatrice des conflits sociaux apparaissent à plusieurs reprises dans les documents finaux de la Conférence. Le mot "réconciliation" y remplace "libération". Un sentiment d'ambiguïté et même de contradiction se dégage d'une lecture attentive du document. On peut l'expliquer comme un reflet de la réalité de l'épiscopat catholique et de l'Eglise en Amérique latine, où plusieurs discours contradictoires coexistent.

Assumer cette diversité représente un triomphe pour ceux qui veulent réaffirmer l'identité latino-américaine contre la prétention du Vatican d'uniformiser discours et pratique avec une seule perspective dont le "catéchisme universel" sera l'expression la plus achevée. -(ANN/Barricada)

UN PAS EN ARRIERE, SELON GIULIO GIRARDI

Le théologien de la libération Giulio Girardi, chercheur au Centre Valdivieso, a été le premier à s'exprimer publiquement sur cette assemblée du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM). Ses remarques dénotent plus de scepticisme encore que le commentaire de W. Uranga. "Il n'y avait aucune raison de fonder de grandes espérances sur cette assemblée car elle n'a pas été réellement l'expression des bases populaires de l'Eglise mais celle d'un groupe dominant latino-américain et romain".

G. Girardi estime que Saint-Domingue marque un pas en arrière par rapport à Medellin et Puebla. "Je crois que la caractéristique principale de cette rencontre est la tentative d'un groupe de prélats romains, de cardinaux et d'évêques pour orienter le travail afin de priver la conférence de son autonomie, de sa capacité de décision et d'identification avec les problèmes du peuple. Les évêques n'ont pas parlé avec une autonomie suffisante, à partir de leur foi et de leur expérience, de leur identification avec le peuple. Le propos était d'affirmer l'autonomie d'un projet ecclésiastique qui assume avec toutes ses conséquences l'option pour les pauvres, mais celle-ci n'a pas pu s'exprimer dans toute sa force à Saint-Domingue".

Si cela n'a pas été possible, "ce n'est pas dû à l'Eglise latino-américaine mais aux volontés de Rome, ce qui confirme la nécessité d'une fidélité plus profonde à l'Evangile et d'un rejet de cet autoritarisme". Car la fidélité à l'Eglise ne doit pas être confondue avec l'obéissance à la hiérarchie. Elle doit "imposer l'autonomie, la volonté de s'organiser, de tirer des conséquences pratiques de l'option pour les pauvres en tant qu'Eglise des pauvres que nous sommes". Car, conclut G. Girardi, "ce qui nous définit comme croyants, ce n'est pas la fidélité à la hiérarchie mais à Jésus et aux pauvres". -(ANN/El Nuevo Diario)

EN BREF

BUSH A GAGNE LES ELECTIONS au Nicaragua, où l'ambassade des Etats-Unis avait organisé un simulacre de vote destiné à la classe politique nicaraguayenne. La plupart des participants étaient les représentants de l'extrême-droite locale et Bush a obtenu 330 voix contre 107 pour le démocrate Clinton.

METTRE EN PRATIQUE LA PENSEE DE CARLOS FONSECA. Des dizaines de milliers de sandinistes ont rendu hommage au fondateur du FSLN Carlos Fonseca à l'occasion du 16ème anniversaire de sa mort, le 8 novembre. Les discours des membres de la Direction nationale ont porté sur la défense de l'Armée, la lutte contre les restitutions de propriétés confisquées aux somozistes et l'exigence d'un changement de la

politique économique. Tomas Borge a insisté sur la nécessité pour les militants de se renforcer idéologiquement et de débattre sans dogmatisme. Il a déclaré : "Nous devons faire nôtre la pensée révolutionnaire de Carlos Fonseca et la mettre en pratique avec la certitude que ses thèses sont réalisables. Celui qui soutient qu'il faut jeter l'anti-impérialisme aux oubliettes est un ennemi de la pensée de Carlos Fonseca".

LA JEUNESSE COMBATIVE des trente dernières années a fait place à une génération sceptique sur les questions politiques et conservatrice sur le plan moral. C'est ce qui se dégage d'un sondage réalisé par la fondation Deux générations auprès de 1 200 jeunes entre 14 et 25 ans. Voici certains de ses résultats:

- Avez-vous une quelconque activité politique?
 - Oui : 5,8 %
 - Non : 92,6 %
- Quel est le parti de votre préférence?
 - FSLN : 24,9 %
 - UNO : 18,3 %
 - Aucun : 36,4 %
- Croyez-vous qu'il vaille la peine de lutter pour changer la situation actuelle?
 - Oui : 87,9 %
 - Non : 6 %
- Pensez-vous que les jeunes filles doivent être vierges au moment de leur mariage?
 - Oui : 56,9 %
 - Non : 35,5 %
- Que pensez-vous du mariage?
 - Nécessaire : 33,3 %
 - Base de la famille : 29 %
 - La première aspiration de l'être humain : 12,6 %
 - Dépassé : 6,3 %
- Que pensez-vous du divorce?
 - Du mal : 45,8 %
 - Du bien : 44,6 %
- Que pensez-vous de l'avortement?
 - Un crime : 51,3 %
 - Un péché : 26,4 %
 - Nécessaire : 5,6 %
 - Un droit : 3,4 %
- Que signifie pour vous la relation sexuelle?
 - Ne sait pas ou ne répond pas : 35,4 %
 - Donner et recevoir du plaisir : 33,4 %
 - Avoir des enfants : 13,4 %
 - Satisfaire son conjoint : 8,9 %
 - Une expression de l'amour : 5,2 %

Le sociologue Oscar Rene Vargas a commenté ce sondage : "Les changements de la décennie passée ont été superficiels". Selon lui, ces résultats révèlent une carence dans la proposition de valeurs alternatives car la jeunesse exprime son désir de changer la société mais ne sait pas comment.

LA JEUNESSE SANDINISTE a élu son nouveau coordinateur national le 8 novembre. Il s'agit de Larry Astorga. L'unique femme candidate, Violeta Delgado, a obtenu la seconde place dans les suffrages et sera vice-coordinatrice.

BANANERAIES. Un conflit oppose depuis plusieurs semaines les 4 000 travailleurs des bananeraies, qui réclament la part de bénéfices à laquelle ils ont droit selon l'accord de privatisation, et les grands propriétaires regroupés derrière Ramiro Gurdian, qui violent cet accord. 300 travailleurs ont été licenciés en deux mois et 36 employés de la Compagnie bananière nicaraguayenne sont depuis deux mois sans salaire. Le 5 novembre, les travailleurs ont bloqué la route entre Chinandega et le port de Corinto par où devaient être expédiées 120 000 caisses de bananes vers l'Europe. Le patronat a accepté immédiatement d'ouvrir les négociations et de verser les salaires en retard.

ENFIN UN SECTEUR ECONOMIQUE EN EXPANSION : la fabrication et le trafic de faux dollars et le blanchiment des narco-dollars. Selon la Banque centrale, il y aurait actuellement plus de 100 000 faux dollars en circulation au Nicaragua.

TCHERNOBYL FLOTTANT. L'organisation écologiste Greenpeace a dénoncé le danger que représente le passage prochain par le canal de Panama d'un navire japonais chargé de plutonium. "L'embarcation a été surnommée le Tchernobyl flottant car elle contient un chargement qui pourrait dévaster la région s'il arrivait un accident", a signalé un représentant centraméricain de Greenpeace.

EL SALVADOR. "Non au militarisme, oui à la paix" : c'était le slogan d'une des plus importantes manifestations depuis la signature des accords de paix qui s'est déroulée le 31 octobre dans la capitale, à l'appel du Comité permanent du débat national rassemblant une centaine d'organisations populaires. Les manifestants ont exigé du gouvernement et de l'extrême-droite qu'ils respectent les accords de paix. -(ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; institutions 1 300 F)
 Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
 Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; institutions 370 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
 Un paiement semestriel est possible.
 Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
 Tel : 505 2 668875 Fax: 505 2 668870